

Le chemin que vous devrez emprunter est plus compliqué, mais ses premiers jalons semblent bien définis :

- o les négociations, si difficiles soient-elles, doivent se poursuivre;
- o il faut s'entendre sur les mécanismes de transition à la démocratie;
- o le pouvoir doit commencer à être partagé.

Les fruits du succès de ce processus seront réels et durables :

- o la stabilité politique à l'intérieur d'une culture démocratique;
- o des institutions au service de la population tout entière;
- o la primauté du droit;
- o une économie de plus en plus tournée vers l'extérieur;
- o des richesses et des perspectives d'avenir partagées par le plus de personnes possible;
- o la participation à un monde dont les éléments sont de plus en plus interdépendants.

En un mot, le legs de l'apartheid sera enterré à tout jamais. Et le Canada souhaite vivement pouvoir jouer un rôle constructif dans l'avènement d'une nouvelle Afrique du Sud.

Nous sommes extrêmement fiers de l'apport du Canada ces quelques dernières années dans les préparatifs devant mener aux négociations constitutionnelles, dans la défense des droits de la personne, dans la promotion du dialogue et dans le développement des ressources humaines. Mais, de la même façon que l'Afrique du Sud se transforme et qu'elle s'adapte au développement démocratique, notre programme d'aide devra lui aussi s'adapter aux conditions changeantes.

Notre aide à la recherche doit s'étendre du domaine constitutionnel à celui de la politique sociale et économique. La liberté politique et économique doit passer par des politiques sociales et économiques solides et réceptives issues d'un vigoureux débat populaire. Le Canada contribuera à ce processus en appuyant une série d'initiatives de recherche sur les politiques dans les domaines de l'économie, de l'éducation et des politiques urbaines. En guise de premier pas dans cette direction, j'ai le plaisir d'annoncer le versement d'une contribution de 2,5 millions de rands (soit 1,03 million de dollars canadiens) au tout nouveau *macro-economic research group*.

Les droits de la personne ont été clairement définis comme la priorité des priorités pour la nouvelle Afrique du Sud. Mais à mesure que le pays progresse vers la démocratie, les droits de la femme risquent d'être tenus pour acquis. Comme une éminente porte-parole des droits de la femme me l'a dit en début de semaine, les femmes ne sont pas représentées comme elles le